



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse du 28 /02 /2018

Au titre de réaction à la déclaration de Mme la Ministre des outre mer et actes suivants :

Au travers de ce communiqué, les organisations syndicales et associatives à l'initiative de ce mouvement de grève général comptent réagir contre certains propos de la ministre et de l'attitude de l'Etat en général sur les problématiques sociales et sociétales très préoccupantes pour Mayotte.

Allégation numéro1 : « il y a 2 ans un plan de sécurité a été mis en place. Des renforts ont été affectés »

Faux : A titre d'illustration

Lors de la présentation du plan sécurité Mayotte le département devait recevoir un renfort de 108 fonctionnaires (effectifs supplémentaires pour la PAF et la DSP). Quand est-il aujourd'hui, une progression de 15 fonctionnaires grâce à la création du GSP à la DDSP, les 95 autres n'étaient que du remplacement poste pour poste (et des ADS qui sont par la suite quasiment tous partis en école de police), Cette culture de la ruse et de la supercherie ne peut plus prospérer

Allégation n°2 « les résultats sont là ! »

En effet, les résultats sont là ! Mais de quels résultats ? Le plan de sécurité mis en place par l'Etat à consister à assurer la sécurité des délinquants et des voleurs. Et le ditplan a sévèrement puni les victimes des agressions. Des moyens colossaux furent mobilisés pour réprimer toute personne qui a osé intimider ou désapprouver les actes

d'atteintes aux biens et aux personnes. Voilà en clair le plan qu'a extraordinairement déployé l'Etat dans son plan sécurité.

Allégation n°3 : le Gouvernement ne laissera pas un territoire de la République s'enfoncer dans la violence et ses citoyens penser qu'on ne s'occupe pas d'eux »

De deux choses l'une :

- Soit Mayotte n'est pas considérée comme territoire de la République, auquel cas cette déclaration serait compréhensible puisque trop juste
- Soit Mayotte en fait partie intégrante et convenir que Madame la ministre, vous êtes très mal informés puisque Mayotte s'est enfoncé en un temps records dans une situation extrême de rare violence

Cette lecture erronée de la réalité sur la question de l'insécurité à Mayotte puisque ne prenant pas la mesure du problème ne peut naturellement que conduire à des annonces tout aussi ridicules que fantaisistes, très vagues dans leur énonciations. Dont certains n'ont pas manqué de montrer leur inefficience ailleurs.

Allégation n°4 : que la départementalisation déçoit. Elle n'est pas comprise »

Non Madame la Ministre, Ce n'est la départementalisation qui déçoit, ou encore moins qu'elle n'est pas comprise, c'est l'Etat avec ses méthodes coloniales et ses prétentions civilisatrices qui déçoit. Considérer que Mayotte renferme des citoyens de seconde zone et qu'elle est peuplée de gens de peu est tout simplement lâche et immoral. Cette délinquance gagnant Mayotte et ce climat d'insécurité est une production de notre Etat. La preuve, à côté dans les Comores indépendantes, malgré leur pauvreté, la délinquance juvénile est inexistante. Elle était pareillement inexistante à Mayotte, il y a quelques années lorsque la France ne savait pas encore que faire de Mayotte ? Ces propos furent mis en bouche et par écrit par son représentant le Préfet Philippe Boisadam à travers son ouvrage « *Mais que faire de Mayotte ?* (2009).

Passons outre les autres allégations et disons que nous sommes d'accord avec la Ministre au moins sur un point : « *Mais ce dont je suis persuadée, c'est qu'il faut changer la méthode !* »

En effet, il convient de changer de méthode. Cependant, la nouvelle méthode, du moins si on la veut efficiente, ne peut émaner du système ayant engendré les problèmes.

De la déclaration de la Ministre des outre-mer ainsi que de l'attitude de l'Etat en général tout comme de l'ensemble des dispositifs politiques jusqu'ici déployés ici et là, nous ne pouvons que constater la faillite et l'incapacité de l'Etat.

Dès lors, nous prenons acte de ce fait. Dorénavant, les initiateurs du mouvement de grève ainsi que la population de Mayotte prennent l'initiative de concevoir la NOUVELLE METHODE. Prenant support sur la notion *de département à inventer* (feuille de route de Sarkozy) et *de participation citoyenne* (axe 2 plan Mayotte sécurité pour tous, mai 2016)

Il convient de convoquer une

Nouvelle conception des règles républicaines mise dans le respect de l'Autre